

Quand les médecins coloniaux notaient le médecin-auxiliaire Félix Houphouët, futur président de la République de Côte-d'Ivoire

Joël Le Bras (Bx 58)

Aux médecins-auxiliaires de l'École de Dakar, précieux collaborateurs des médecins « coloniaux » de l'AMI d'Afrique Noire à Dramane Coulibaly (Bx 1960), premier Navalais de la République de Côte-d'Ivoire

Les éléments de ce texte sont largement empruntés à un article du quotidien ivoirien « Fraternité-Matin » du 26 octobre 1980, signé « IKE »



Félix Houphouët-Boigny, Président de la République de la Côte-d'Ivoire (1960-1993).

La formation des médecins et infirmiers indigènes des colonies françaises est sensiblement contemporaine de la mise en place de l'Assistance Médicale Indigène (AMI) par le médecin des colonies et pays de protectorat, Alexandre Lasnet (Bx 1890), à Madagascar. Si on fait remonter la création de l'AMI à 1896, c'est en 1899 qu'est fondée, à Tananarive, la première École de formation de médecins indigènes.

Par arrêté du 4 février 1905 et sur proposition du médecin-principal de 1^{re} classe des troupes coloniales Camille Rangé, le gouverneur-général de l'AOF crée le service d'AMI de la Fédération. L'année suivante, un nouvel arrêté crée un Corps d'aides-médecins indi-

gènes dans chaque colonie de ladite Fédération : ils sont recrutés par concours parmi les meilleurs infirmiers mais aussi parmi les élèves issus des collèges et « parlant couramment le français ». Leur formation est de deux ans auprès d'un médecin de l'AMI, en général dans une infirmerie ambulance, complétée par un stage de six mois à l'hôpital principal de chaque colonie, sous la conduite de son médecin-résident, qui a, à cette occasion, établi au préalable un programme de formation *ad-hoc*, approuvé par le chef de Service de Santé de la colonie. Un examen probatoire donne aux étudiants en fin d'études le titre d'« aide-médecin indigène » (qu'on retrouvera soit en brousse soit en sous-ordre dans un service hospitalier, soit comme responsable d'un dispensaire de brousse ou de quartier urbain). Dans ce type de dernier poste, il aura à prodiguer les soins de base (et de petite chirurgie) aux patients indigènes, à prendre les mesures d'hygiène et de prophylaxie dans la zone d'influence de sa formation sanitaire et à y effectuer les vaccinations antivarioliques. Il doit également être en mesure de conditionner les malades et blessés les plus graves en vue de leur évacuation vers l'hôpital ou l'ambulance les plus proches.

En 1909, il n'y a encore que trente-huit aides-médecins de ce type dans toute l'AOF. La situation restera sensiblement inchangée jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale. C'est le 1^{er} novembre 1918 que s'ouvre à Dakar l'« École Africaine de Médecine » avec comme premier directeur le médecin-principal de 2^e classe Aristide Le Dantec (Bx 1893),

qui sera remplacé en 1925 par Louis Couvy (Bx 1896). À la section « Médecins », viendront s'ajouter progressivement des sections « Pharmaciens » (1919), « Vétérinaires », « Sages-femmes », « Infirmières Visiteuses ». Au départ, ne sont admis en section « Médecins » que les candidats issus de l'École Primaire Supérieure « William Ponty » de Dakar ou du « Lycée Faidherbe » de Saint-Louis. La durée des études est de quatre ans pour les élèves médecins (de trois pour les élèves-pharmaciens). La première promotion « Médicale » (huit étudiants) sortira en 1922. Les diplômés ont le titre de Médecins-Auxiliaires de 3^e classe (MA3). Les premiers seront affectés dans des formations simples de sous-préfectures ou de subdivisions, sous la supervision – à distance – des médecins militaires de préfectures, cercles ou circonscriptions. Une faible proportion est placée en sous-ordre dans des services hospitaliers. Leurs attributions dans des postes « de brousse » ne changent guère de celles des anciens « aides-médecins africains », mais ils sont désormais astreints, tout comme leurs confrères métropolitains d'ailleurs, à au moins trois mois par an de tournées « médicales » dans leurs subdivisions, tournées pédestres ou « montées à dos d'animal » ou « piroguières ».

En 1944, les médecins auxiliaires prendront le titre de « médecins africains ». En juillet 1953 l'École sera fermée après le départ de la dernière promotion, car, depuis 1949, il existait déjà à Dakar une nouvelle Faculté de médecine. Au total, l'École Africaine de Médecine avait formée en 35 ans, 582 méde-

cins-auxiliaires et 87 pharmaciens auxiliaires. Tous les médecins-auxiliaires en service possédant le baccalauréat furent conviés à effectuer un cycle terminal de deux ans dans les facultés métropolitaines afin d'y soutenir leur thèses.

Après trois à quatre ans de service, les médecins-auxiliaires de 3^e classe pouvaient prétendre à la 2^e classe de leur grade, puis après six à huit ans, toujours au choix ou à l'ancienneté, à la 1^{re} classe. Pour le grade supérieur de médecin-auxiliaire principal, le médecin-auxiliaire de 1^{re} classe, devait effectuer un stage dit de « réimprégnation et de perfectionnement » de six mois, suivi d'un examen.

Le médecin-auxiliaire Félix Houphouët de la 4^e promotion 1921-1925 de l'École Africaine de Médecine de Dakar

Né le 18 octobre 1905 dans le cercle ivoirien du Nzi-Comoé, Félix Houphouët qui a effectué son cycle d'études secondaires à « William Ponty » est admis à l'EAM de Dakar en octobre 1921 ; il en sort major de sa promotion à 20 ans, le 20 octobre 1925. Le bateau emmène le jeune médecin-auxiliaire de 3^e classe à Grand-Bassam, où il débarque le 21 novembre 1925. Le 23 novembre, il est affecté en sous-ordre à l'hôpital d'Abidjan (qui n'est pas encore la capitale du pays laquelle est en l'occurrence Bingerville). En tant que lauréat de l'École de Dakar, il est informé officiellement, en décembre 1925, qu'il recevra des Presses Universitaires de France des ouvrages offerts par la Société médico-chirurgicale de l'Ouest-africain ; les ouvrages lui seront remis lors d'une cérémonie, le 13 mars 1926, par le Médecin-principal de 1^{re} classe des Troupes Coloniales Gustave Bouffard (Bx 1892), directeur du Service de Santé de la colonie de Côte-d'Ivoire. Bouffard remercie la Société en ces termes : « J'ai remis au médecin-auxiliaire Félix Houphouët les cinq ouvrages, en présence de mes collaborateurs et en l'en félicitant. C'est un excellent collaborateur qui, certainement, saura apprécier la valeur de cette récompense ». Un an après son affectation, le 7 octobre 1926, Félix Houphouët est ainsi noté par Gustave Bouffard : « Excellent collaborateur qui, depuis un an qu'il sert à Abidjan, a fait preuve de belles qualités professionnelles et semble, s'il persiste dans la voie tracée, être appelé à un bel avenir ».

Le 27 avril 1927, Félix Houphouët est affecté comme chef du service médical du cercle de Guiglo, dans l'ouest de la colonie. Il y restera jusqu'en mai 1929, remarquablement bien noté par le commandant du cercle :



Côte-d'Ivoire
Les affectations successives du médecin-auxiliaire Félix Houphouët entre 1925 et 1939 :
1. Abidjan - 2. Guiglo - 3. Abengourou - 4. Dimbokro - 5. Toumodi.

« S'est notamment distingué en réalisant un travail d'assistance remarquable, avec un zèle intelligent et une compétence digne d'éloges. Il est allé jusqu'à diriger lui-même la construction de villages neufs à la place de misérables cases insalubres et en y diffusant des notions d'hygiène et de médecine préventive ». Bouffard est à ce point satisfait de ce médecin, qu'il avait déjà excellemment noté en 1926, qu'il propose à son endroit, au lieutenant-gouverneur de la Côte-d'Ivoire, la délivrance d'un témoignage officiel de satisfaction (lettre n° 90/S du 11 janvier 1929). Le lieutenant-gouverneur Lapalud le lui accorde sans coup férir le 17 janvier. Pour Bouffard, il ne fait aucun doute qu'après trois ans de service, le nom de Félix Houphouët ne peut que figurer au JO de l'AOF pour le grade de MA2. Or il n'en est rien. Bouffard s'étonne et, le 12 février, il demande des explications à celui-là même qui a délivré le témoignage de satisfaction. En fait ce témoignage ne vaut que pour les activités menées à Guiglo. Car il y un « hic » datant de l'affectation d'Abidjan et qui vient hypothéquer la promotion au choix de notre médecin-auxiliaire. C'est l'écrivain Paul-Henri Siriex qui l'explique dans son livre : « Félix Houphouët-Boigny, homme de paix ». Le problème remonte en fait aux appréciations du médecin-chef de l'hôpital d'Abidjan, en date du 20 octobre 1927, le médecin-major de 1^{re} classe Victor Henry (Bx 1907). Ce dernier a notamment signalé que si « le médecin-auxiliaire de 3^e classe Félix

Houphouët possède de réelles qualités techniques, il a fait preuve, aussi, à l'hôpital, d'un orgueil incommensurable (sic) et qui l'a parfois entraîné à prendre des attitudes nettement indisciplinées et que de ce fait, il a servi d'une façon très inégale, tantôt zélé, tantôt paresseux ». D'évidence, Bouffard, qui tenait Félix Houphouët en haute estime, aurait aimé qu'on « oublie » cette notation intermédiaire peu flatteuse. Mais en ces temps où tout aboutit finalement sur le bureau des lieutenant-gouverneurs, de telles appréciations ne pouvaient qu'attirer l'attention de celui de la Côte-d'Ivoire. Félix Houphouët ne pouvait plus être proposé au choix au grade supérieur.

Paul-Henri Siriex en historien consciencieux, a bien sûr enquêté sur cette apparente anomalie, découvrant en fait dans certaines archives que Félix Houphouët organisait à l'hôpital des réunions de personnels africains où l'on parlait déjà « d'intérêts corporatifs ». Le résultat, selon Paul-Henri Siriex, avait été de faire prendre davantage conscience à ces personnels de leur dignité de travailleurs. L'initiative, en tout cas, avait été diversement appréciée et, même si Félix Houphouët exigeait dans le même temps que ses propres personnels montrassent davantage de considération pour leurs malades, elle avait été sévèrement jugée, comme on l'a vu, par son médecin-chef, lequel, dans le même temps, avait demandé la mutation de ce médecin « à mentalité sénégalaise » (sic), ce qui avait entraîné son départ pour Guiglo.

Félix Houphouët ne fut finalement promu médecin-auxiliaire de 2^e classe qu'en 1930, à l'ancienneté. Entre temps, il avait été muté de Guiglo à Abengourou (17 septembre 1929). Le commandant du cercle remarque très vite à quel type d'homme il a affaire : « affecté depuis peu à Abengourou, j'ai pu reconnaître ses qualités d'ordre, de netteté dans son travail, de connaissances techniques peu communes. Il y rend d'excellents services ». Un an plus tard, l'administrateur récidive : « Très bon médecin-auxiliaire, actif, dévoué, intelligent et très attaché à son service. A été bien accueilli par une population fétichiste assez difficile à pénétrer ». Le médecin lieutenant-colonel Sébastien Jarland (Bx 1900), nouveau chef de Service de Santé de la colonie, surenchérit : « Très bon médecin-auxiliaire, capable et dévoué. Donne entière satisfaction, discipliné, aimé des populations européenne comme indigène. Réussit fort bien à Abengourou ».

C'est à partir de la fin de l'année 1931 que l'on note un raidissement dans les appréciations, tant celles des administrateurs que des chefs de Service de Santé. Curieusement c'est le mariage de Houphouët à Abengourou qui met le feu aux poudres, le commandant du cercle estimant même que notre médecin-auxiliaire devrait être muté dans son intérêt. Parallèlement, il le note toujours, « intelligent, instruit, actif et dévoué ». Le médecin lieutenant-colonel Eugène Salomon (Bx 1903), chef de Service de Santé de Côte-d'Ivoire, écrit le 6 octobre 1931 : « Médecin très instruit, maniant facilement la plume, mais à surveiller attentivement en raison de ses relations ». Aucune mutation n'est envisagée.

En 1932, l'administration constate un relâchement dans son travail, se manifestant par « un manque d'énergie et de surveillance vis-à-vis de son personnel ». Tout en le proposant tout de même au choix pour la 1^{re} classe de son grade et ce en raison de ses « grandes qualités professionnelles » (septembre 1932), Salomon ajoute cependant : « À moins de fond qu'il n'en paraît, facilement satisfait par la rédaction de rapports éblouissants, dans laquelle il se délecte. Doit être stimulé ».

Le 14 octobre 1933, alors qu'il est sur le départ, Salomon signale certes que Houphouët reste proposable pour le grade de 1^{re} classe, mais il a décidé de ne pas le proposer, pour n'avoir pas donné satisfaction dans l'année, « n'ayant fait aucun effort pour maintenir son service à un niveau suffisant ». C'est à nouveau Paul-Henri Sirieux qui nous fournit l'explication, pour le moins inattendue, de la baisse de rendement de notre médecin-auxiliaire : en fait ce dernier était devenu le « bouc émissaire des commerçants européens d'Abengourou » : il les accusait d'exploiter les paysans en leur achetant leurs produits à vil prix. De surcroît, il accusait aussi les cabaretiers et aubergistes de la ville d'entretenir l'alcoolisme (d'exportation) chez

les employés des plantations. Enfin, on avait découvert que Félix Houphouët avait fait publier dans une feuille « avancée » de Dakar, « *Le Progrès colonial* », un article : « *On nous a tous volés* », article diffusé en Côte-d'Ivoire sous le manteau, et qui avait fini par déclencher une grève des petits planteurs refusant de vendre leurs produits aux commerçants et même leur cacao aux « traiteurs » Grecs et Libanais.

La sanction tombe le 3 février 1934 : Félix Houphouët est déplacé à Dimbokro, en sous-ordre du médecin-capitaine Georges Woelfel (Bx 1923), médecin-chef de l'infirmerie-ambulance. L'originalité de cette mutation vient du fait qu'elle est signée Eugène Jamot qui, de novembre 1933 à février 1934, a assuré l'intérim de la chefferie de santé de Côte-d'Ivoire, après le départ de Salomon et l'arrivée du médecin-colonel Jules Botreau-Roussel (Bx 1904), et ce en tant que médecin le plus âgé dans le grade le plus élevé, servant à Ouagadougou situé en Haute-Volta, qui forme à cette époque une colonie unique avec la Côte-d'Ivoire. Dans le poste de Dimbokro qu'il occupera près de deux ans, le médecin-auxiliaire de 1^{re} classe (il a été promu en 1935), Félix Houphouët donne « entière satisfaction » : il est bien noté, successivement par Woelfel, Botreau-Roussel, puis par le successeur de ce dernier, le médecin-colonel Pierre Fleury (Bx 1901), bien aidé, il faut le dire, par les appréciations de l'administrateur de l'époque, un certain Winckler qui, chaque année, le note 20 sur 20, pour « son intelligence extrêmement aiguë et d'une finesse remarquable, son caractère très élevé, son esprit excellent et rigoureusement droit, sa puissance de travail considérable, son dévouement inlassable, sa bourse toujours ouverte aux déshérités et aux nécessiteux » et il conclut « c'est le prototype de collaborateur de tout premier ordre qu'un chef voudrait toujours avoir avec lui. Je n'ai jamais encore rencontré au cours de ma carrière un médecin indigène de ce caractère et de cette valeur ».

Cette fois, et à sa demande, le médecin-auxiliaire de 1^{re} classe Houphouët est muté, le 29 janvier 1936 à la circonscription médicale de Toumodi, proche de son pays d'origine, dans laquelle il peut aisément circuler, partageant ses activités de médecin avec d'autres, politiques, traditionnelles et agricoles, de plus en plus manifestes. Ce qui, inévitablement, amène son médecin-chef local à regretter qu'il ait été affecté « trop près de ses bases originelles où il se révèle surtout un excellent politicien et un excellent planteur ». Au fil des mois, son rendement médical semble s'amoinrir dangereusement, au point que son médecin-chef rédige un rapport dans lequel il signale notamment ; « la hiérarchie et les servitudes professionnelles lui sont devenues complètement inconnues. Fait ce qu'il veut et rien que cela, c'est-à-dire très peu de

choses pour l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée et pour laquelle il est payé ».

Le 26 septembre 1938, le médecin-colonel Paul Campnaud (Bx 1913) qui, l'a convoqué et avec lequel il s'est expliqué, se veut conciliant mais ferme, le notant ainsi : « Bon médecin indigène, actif et travailleur, mais qui devra choisir entre le Service de Santé et la politique locale ». Et d'ajouter en toute logique qu'il n'« envisage pas pour lui qu'il postule un jour pour le grade de médecin-auxiliaire principal ».

L'arrêté n° 1896 du 8 juin 1939 du gouverneur général de l'AOF, Mondon place le médecin-auxiliaire de 1^{re} classe Félix Houphouët en position de « congé hors-cadre », avec pour motif, tout à fait honorable pour chacune des parties, sa nomination à la tête de la tribu des Akoués, cercle de Dimbokro. Sa carrière médicale vient de prendre fin. Celle agricole, syndicale puis politique (sous le nom de Félix Houphouët-Boigny) commence.

Annexe : Deux autres Ivoiriens éminents furent aussi des élèves de l'École de Dakar.

Auguste Denise : né en 1906 à Tiassalé d'un père officier Antillais de l'infanterie coloniale et d'une mère, petite cousine de la mère de Houphouët. Après « *William Ponty* », Auguste Denise entre à l'École de Dakar et en sort major en 1927. Son premier poste à l'hôpital d'Abidjan lui permet d'y détecter un cas de maladie du sommeil d'origine forestière, marquant la propagation du mal dans des régions où elle n'avait jamais été mise en évidence. Bouffard l'affectera en 1929 au poste médical de Dabakala où il se fera remarquer en effectuant ses tournées en bicyclette. Au début de la guerre il est encore médecin-auxiliaire au poste de Dabou. C'est là qu'il entrera dans l'organisation syndicale de Houphouët. À l'issue d'une très riche carrière politique, il deviendra ministre d'État et second du régime, assurant les intérim de Félix Houphouët-Boigny lors de ses déplacements à l'étranger.

Jean-Baptiste Mockey : né en 1915 à Nouamou (cercle d'Adiaké), il suit également les cours de « *William Ponty* » avant d'entrer à l'École de Dakar cette fois section « *pharmaciens* », en 1932. Il en sortira en 1935, devenant lui aussi, durant la Guerre, un compagnon de route de Houphouët. Il remplira diverses fonctions administratives et diplomatiques. Maire de Grand-Bassam, il sera Ministre à plusieurs reprises. C'est alors qu'il est ministre d'État, chargé de la Santé Publique, de la Population et des Affaires sociales, qu'il trouve la mort le 28 février 1981 dans un accident d'automobile. Jean Rive (Lyon 1945) était son premier conseiller technique et Jean-Louis Rigaud (Lyon 1945) chef de la Mission médicale française de Côte-d'Ivoire.